

## CONFÉDÉRATION DES INDUSTRIELS ET PRODUCTEURS ALGÉRIENS

## Vers le boycott de la tripartite

**Ouverte hier matin à Alger, la réunion du Conseil national de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA) a dû être prolongée jusqu'à aujourd'hui.**

Les délégués des industriels et producteurs affiliés à la CIPA, révèle M. Abdelouahab Ziani, président de la Fédération nationale de l'agroalimentaire et vice-président de ladite organisation patronale, joint par téléphone, ne veulent pas prendre part à la prochaine tripartite prévue le 29 septembre prochain, et mettent pression sur son président pour qu'il la boycotte.

«Nous sommes déçus par la suite que nos partenaires ont donné aux accords conclus lors de la 14<sup>e</sup> tripartite tenue en mai dernier, souligne M. Ziani, notamment en ce qui a trait au

«toiletage de l'environnement financier de l'entreprise et dont les banques n'ont joué le jeu comme conclu lors de cette réunion de concertation associant le gouvernement, les organisations patronales et les syndicats des travailleurs».

Selon ses dires, les représentants des industriels et producteurs algériens n'ont même pas été conviés à prendre part aux travaux de la «commission banques». Une structure de concertation, ajoute-t-il, où l'on devait discuter de l'endettement des entreprises.

Et s'il a admis les avancées réalisées en matière de fiscalité, il s'est montré satisfait, les banques, avance-t-il, n'ont pas



Photo : DR.

**Des obstacles continuent d'handicaper l'évolution des entreprises.**

tenu leurs engagements. «Le principe était de rééchelonner les dettes des entreprises en

adoptant des taux d'intérêt bonifiés par le Trésor public. Mais, nous constatons que rien n'a

## COORDINATION DES SORTANTS

## DES ÉCOLES SUPÉRIEURES DES ENSEIGNANTS

## Un nouvel affilié du SNTE

**La Coordination nationale des sortants des écoles supérieures des enseignants, affiliée au Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), est née.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Selon Abdelhakim Aït-Hamouda, chargé de communication au SNTE, cette organisation représente 70% de ces diplômés à travers le territoire national.

«Notre Coordination vise à défendre les droits des sortants des écoles supérieures des enseignants. Nos revendications se distinguent du reste des autres corps du secteur de l'éducation», dira El Aid Barbari, son coordinateur général national, hier, à Alger.

Ainsi, une plateforme de revendications a été dressée. La Coordination appelle en premier lieu à résoudre le problème de la promotion 2011 dont «la majorité n'a pas encore été embauchée notamment dans les spécialités histoire-géographie et chimie», précise-t-il.

Toutefois, elle refuse l'affectation des enseignants des cycles secondaire et moyen, diplômés des écoles supérieures de l'enseignement, dans les écoles pri-

maires. La Coordination exige également une solution pour les enseignants diplômés de l'enseignement secondaire spécialisés en chimie. «Les directions de l'éducation ne recrutent ces enseignants diplômés en chimie que comme contractuels», explique le coordinateur général national.

Autre revendication : l'application de l'accord conclu entre le ministère de l'Éducation et les sortants des écoles supérieures de l'éducation. «Les directions de l'éducation continuent à être indifférentes et à refuser de prendre en considération cet accord»,

souligne encore le coordinateur général national. Outre «une formation continue» pour ces diplômés, l'organisation revendique une prime de risque pour les enseignants exerçant dans les laboratoires des établissements. Qualifiant ses revendications de «légitimes», la Coordination nationale des sortants des écoles supérieures des enseignants lance un appel à la tutelle pour leur prise en charge. Si le dialogue n'est pas instauré, l'organisation menace de recourir à un mouvement de protestation.

**R. N.**

## GRÂCE AU SOUTIEN DE L'ASSOCIATION DES ALGÉRIENNES

## MANAGERS ET ENTREPRENEURS

## Des étudiantes formées au management en Espagne

**Des étudiantes en fin de cycle issues de l'USTHB et de l'USTO ont pu bénéficier grâce au soutien de l'Association des Algériennes managers et entrepreneurs (AME) d'une formation en Espagne afin de concrétiser leurs projets et de créer leur entreprise.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Dix étudiantes sont en effet rentrées hier d'Espagne, après avoir reçu des cours de management qui devraient leur servir dans la mise sur rails de leurs entreprises. Elles ont été sélectionnées par pas moins de 300 étu-

diantes ayant postulé pour ladite formation. La sélection s'est faite sur la base de l'originalité du projet et grâce à la convention de partenariat entre AME et une association de femmes d'affaires espagnoles au terme de laquelle des formations adéquates sont

proposées aux jeunes étudiantes dans un institut espagnol de management.

Le soutien de l'association ne s'arrêtera pas à ce stade. Elle compte accompagner les postulantes jusqu'au bout du processus pour la création d'entreprises dans plusieurs domaines, notamment le photovoltaïque, l'équipement médical ou la création d'une filière de cosmétique bio. L'Association des algériennes managers et entrepreneurs a

d'autres projets. Elle accueille, dès la semaine prochaine, une délégation d'hommes d'affaires espagnols non seulement pour renforcer les liens mais également pour des rencontres B2B avec des femmes d'affaires algériennes. Dès le mois de décembre, l'association organisera un congrès des femmes d'affaires arabes et africaines à Alger.

**N. I.**

## TLEMCEM

## Début du colloque sur Messali Hadj

**C'est une femme alerte et de bonne humeur qui vous accueille au domicile familial. La fille de Messali Hadj vit actuellement au Canada et a fait le voyage à Tlemcen pour présider, honorifiquement, le colloque de deux jours sur le parcours du fondateur du PPA.**

Djanina Messali parle de son père et du Mouvement national avec une certaine émotion, sans détours et n'éprouve aucune gêne à répondre à toutes les questions. Etant au courant de la situation que vit le pays depuis l'indépendance, elle est quelque peu frustrée.

Quand on lui parle de réhabilitation, elle se

met presque en colère : «Il n'est pas question de fâcheries, il faut plutôt remettre l'histoire sur sa vraie courbe et reconnaître le combat de tous ceux qui ont milité pour la cause nationale.» La fille du patriarche du PPA s'interroge sur l'absence des partis politiques et de la société civile depuis l'avènement du multipartisme. Concernant le colloque de deux jours, elle dit avoir accepté l'invitation de l'Ecolymet pour éviter toute récupération politique. C'est ce qu'a expliqué Boumediene Ben Yousef, président du colloque dans son discours inaugural : «Ce colloque n'est pas une manifestation politique, ces deux journées sont scientifiques et

permettront un éclairage académique sur l'Histoire et le Mouvement national.» Durant cette première journée, Mohamed Harbi a fait une intervention axée sur la notion du militantisme chez Messali Hadj, en s'attardant sur les événements qui ont marqué le parcours du Parti du peuple algérien.

Plus de 1 000 personnes issues de toutes les régions du pays ont assisté à l'inauguration de ce colloque qui se déroule pour la première fois dans une institution publique, à savoir l'Université AbouBakr Belkaid.

**M. Zenasni**

PORTES  
OUVERTES  
SUR LA MICRO-  
ENTREPRISEÀ vos  
projets !

L'Association nationale des échanges entre jeunes (ANEJ), en partenariat avec l'ambassade de Grande-Bretagne à Alger, organise du 15 au 25 septembre, au centre culturel d'Alger, des portes ouvertes sur la création de micro-entreprise pour jeunes.

Cette première initiative vise, selon Sahel Ali, président de l'ANEJ, à sensibiliser et informer les jeunes, porteurs de projets, sur l'existence d'un mécanisme qui va servir d'intermédiaire entre le jeune promoteur et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem).

Les jeunes désirant créer leur propre entreprise peuvent se présenter, avec leurs projets, à l'association, laquelle se chargera, une fois le projet accepté, d'orienter et de soutenir le promoteur durant toute la durée de la procédure. L'association, poursuit son responsable, va soutenir et donner la priorité aux jeunes porteurs de nouvelles idées et nouveaux projets.

«Notre rôle consiste à faciliter la procédure, former et accompagner le jeune durant la période de dépôt de dossier au niveau de l'Angem pour la création de son entreprise jusqu'au jour de validation du projet afin de le préparer à gérer une entreprise», a expliqué M Sahel.

L'association compte ainsi aider à la réalisation de près d'une vingtaine de projets d'ici mars 2012. Le dispositif d'aide à l'Angem finance toute activité y compris commerciale. Il comprend un apport personnel de 1 %, un prêt non rémunéré de l'Angem de 29 % et un prêt bancaire de 70% avec un taux d'intérêt bonifié de 80%.

**S. A.**